

Cher.e Camarade,

La rentrée sociale est particulièrement précoce cette année et nécessite d'ores et déjà la mobilisation rapide des énergies de tous les syndiqués.

**L'urgence immédiate est la campagne d'information, de débat et de mobilisation sur les retraites.**

Le calendrier est extrêmement serré : les mesures annoncées par Jean-Marc Ayrault le 27 août, donneront lieu à un projet de loi présenté en conseil des ministres dès le 18 septembre 2013, et discuté à l'Assemblée nationale en première lecture à compter du 7 octobre 2013.

C'est donc sans perdre un instant, et en saisissant toutes les occasions, que nous devons engager le débat avec nos collègues, nos étudiants, notre entourage, nos parlementaires, pour :

- exprimer que les mesures proposées par le gouvernement se situent dans la continuité des réformes précédentes,
- montrer qu'elles ne peuvent que continuer à réduire le montant des pensions, en dégradant particulièrement les perspectives pour les femmes et les jeunes,
- informer et débattre sur les solutions alternatives, qui permettent de financer et relever le niveau des régimes de retraites,
- mobiliser et peser fort afin d'infléchir les orientations gouvernementales.

**La journée de mobilisation et de grève intersyndicale du 10 septembre pour les salaires, l'emploi et une protection sociale de haut niveau**, à laquelle appellent d'ores et déjà la FSU, la CGT, FO, Solidaires et de nombreux partis et organisations sera d'une importance majeure. C'est un rendez-vous que nous ne pouvons pas manquer et le SNESUP doit mettre toute son énergie dans la réussite de ce premier temps fort de la campagne pour les retraites.

Fraternellement,

Claudine Kahane et Marc Neveu, co-secrétaires généraux du SNESUP

### **D'autres choix doivent être mis en œuvre pour financer l'équilibre des régimes de retraite.**

Bien que tout l'éventail des mesures régressives, que l'on pouvait craindre à la lecture du rapport Moreau, n'ait pas été employé, les annonces faites par le premier ministre sur la réforme des retraites prévue par le gouvernement, ne rompent en rien avec la logique des réformes précédentes, engagées depuis 1993.

En utilisant, une fois de plus, l'argument, pour le moins controversé, d'une fatalité démographique, c'est la poursuite de l'allongement des durées de cotisations, tel qu'inscrit dans la loi de 2010, et sa prolongation au-delà de 2020 jusqu'en 2035, que le gouvernement met en avant. Loin d'éviter de réduire le montant des retraites et pensions, contrairement aux affirmations de JM Ayrault, dans le contexte d'emploi fortement dégradé que nous connaissons, cet allongement ne peut qu'affecter directement le montant des retraites de tous ceux qui n'obtiendront jamais les annuités exigées. Cet allongement sera particulièrement pénalisant pour les victimes du chômage, dont les revenus se trouveront ainsi doublement amputés ; pour les femmes, les plus nombreuses à connaître temps partiel et interruptions d'activité ; et pour les jeunes, dont l'accès à l'emploi est de plus en plus tardif et intermittent. L'allongement de la durée de cotisations est, de fait, tout à fait contradictoire avec l'annonce de mesures visant à mieux prendre en compte la pénibilité et les situations des femmes et des jeunes. Dans l'enseignement supérieur, où l'âge moyen de recrutement est de 33 ans, après des années d'études longues et d'activités professionnelles pas ou peu comptabilisées pour la retraite, cet allongement serait très durement ressenti. La démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est une nécessité sociale et économique, à laquelle le SNESUP est particulièrement attaché, et dont la relance passe aussi par une reconnaissance des années d'étude dans le calcul des retraites.

Quant aux augmentations au même taux (absolu, mais non relatif), des cotisations salariales et patronales, comment croire qu'il s'agit d'une mesure équitable, quand dans le même temps il est clairement annoncé que des allègements seront faits sur les contributions patronales à la protection sociale (branches famille et maladie) pour réduire le « coût du travail » ?

D'autres choix sont possibles, pour financer et relever le niveau des régimes de retraites, notamment la mise à contribution des revenus financiers et des politiques nationales et européennes de résorption du chômage et d'augmentation des salaires. D'autres choix sont nécessaires, pour des raisons de justice sociale et d'efficacité économique.

C'est le sens de la journée de mobilisation intersyndicale du 10 septembre, pour les salaires, l'emploi et une protection sociale de haut niveau, dont la FSU, la CGT, FO et Solidaires ont d'ores et déjà réaffirmé la nécessité.

C'est le sens de l'appel au débat et à l'action, que le SNESUP lance aux personnels et aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur, en ces premiers jours de rentrée universitaire. La bataille contre les orientations néfastes de la loi sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche l'a bien montré, il est nécessaire de peser fort, très fort, pour infléchir les orientations gouvernementales vers la rupture, tant attendue, avec les politiques de droite.